

# Douze thèses sur l'anti-pouvoir

*\* Paru dans la revue ContreTemps, numéro six, février 2003. Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes.*

*Edition numérique réalisée par Hébert Abd-El Krim\*, fondateur des Editions La Brèche Numérique.*

## 1. Le point de départ est l'acte de négation

Au début il y a le cri, pas la parole. Face à la mutilation des vies humaines par le capitalisme, un cri de tristesse, un cri d'horreur, un cri de rage, un cri de négation : NON ! La pensée, pour dire la vérité du cri, doit être négative. Nous ne voulons pas comprendre le monde mais le nier. L'objet de la théorie est de conceptualiser le monde négativement, non pas comme quelque chose de séparé de la pratique, mais comme un moment de la pratique, comme une partie de la lutte pour changer le monde, pour en faire un lieu digne de l'humanité. Mais, après tout ce qui s'est passé, comment pouvons-nous ne serait-ce que commencer à songer changer le monde ?

## 2. Un monde digne ne peut pas être créé par l'action de l'État

Durant la plus grande partie du siècle dernier, les efforts pour créer un monde digne de l'humanité ont été centrés sur l'État et l'idée de conquérir le pouvoir étatique. Les principales polémiques (entre réformistes et révolutionnaires) portaient sur les moyens de conquérir le pouvoir étatique, par la voie parlementaire ou par la voie extra-parlementaire. L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle porte à penser que la question des moyens de conquête du pouvoir étatique n'était pas si cruciale.

Quelle qu'en soit la forme, la conquête du pouvoir étatique n'a pas permis de réaliser les changements que les protagonistes espéraient. Ni les gouvernements réformistes, ni les gouvernements révolutionnaires n'ont réussi à changer le monde de façon radicale.

Il est facile d'accuser les dirigeants de tous ces mouvements de les avoir trahis. Le fait qu'il y ait eu tant de trahisons suggère pourtant que l'échec des gouvernements radicaux, socialistes ou communistes a des racines plus profondes. La raison qui interdit de se servir de l'État pour mener à bien un changement radical dans la société tient à ce que l'État est lui-même une forme de rapport social qui s'inscrit dans la totalité des rapports sociaux capitalistes.

L'existence même de l'État en tant qu'instance séparée de la société signifie que, au-delà du contenu de sa politique, il participe activement au processus qui sépare les gens du contrôle de leur propre vie. Le capitalisme n'est rien d'autre que cela : la séparation des gens de leur propre action. Une politique dont l'axe est l'État reproduit inévitablement en son sein le même processus de séparation, en séparant les dirigeants des dirigés, en séparant l'activité politique sérieuse de l'activité personnelle frivole. Une politique dont l'axe est l'État, loin d'aboutir à un changement radical de la société, conduit à la subordination progressive de l'opposition à la logique du capitalisme. Nous voyons alors pourquoi l'idée que l'on peut se servir de l'État pour changer le monde était une illusion.

## 3. La seule façon de concevoir un changement radical aujourd'hui ne relève pas de la conquête du pouvoir mais de la dissolution du pouvoir.

La révolution est plus urgente que jamais. Les horreurs engendrées par l'organisation capitaliste de la société sont de plus en plus atroces. Si la révolution à travers la conquête du pouvoir étatique s'est révélée une illusion, cela ne veut pas dire que nous devons abandonner l'idée de la révolution. Mais il faut la concevoir en d'autres termes : non comme la conquête du pouvoir, mais comme la dissolution du pouvoir.

4. La lutte pour la dissolution du pouvoir est la lutte pour émanciper le “ pouvoir-de ” (potentia) du “ pouvoir-sur ” (potestas).

Pour commencer à penser à changer le monde sans prendre le pouvoir, il faut opérer une distinction entre le pouvoir-action (potentia) et le pouvoir-domination (potestas). Dans toute tentative de changer la société intervient le faire, l'activité. Le faire, à son tour, implique que nous avons la capacité de faire, le pouvoir-action. Nous utilisons fréquemment le mot “ pouvoir ” dans ce sens, comme quelque chose de positif, quand une action en commun avec d'autres (une manifestation ou même un bon séminaire) nous donne une sensation de pouvoir. Le pouvoir, pris dans cette acception, trouve son fondement dans le faire : c'est le pouvoir-action.

Le pouvoir-action est toujours social, il émane toujours du flux social du faire.

Notre aptitude à faire est le produit du faire d'autres et crée les conditions pour le faire ultérieur d'autres encore. On ne peut pas imaginer de faire qui ne soit pas intégré sous une forme ou sous une autre au faire d'autres, dans le passé, le présent, le futur.

5. Le pouvoir-action est transformé, se transforme en pouvoir-domination quand se brise le faire.

La transformation du pouvoir-action en pouvoir-domination implique la rupture du flux social du faire. Ceux qui exercent le pouvoir-domination séparent le produit du faire des autres et se l'approprient. L'appropriation de ce produit est aussi l'appropriation des moyens de faire, et c'est ce qui permet aux puissants de contrôler le faire des acteurs. Les acteurs (les êtres humains, compris comme sujets actifs) sont ainsi séparés de leur produit, des moyens de production et du faire lui-même. Comme acteurs, ils sont séparés d'eux-mêmes.

Cette séparation, qui est à la base de toute société où certains exercent le pouvoir sur d'autres, atteint son point culminant sous le capitalisme. Le flux social du faire est rompu. Le pouvoir-action se transforme en pouvoir-domination. Ceux qui contrôlent le faire des autres apparaissent alors comme les acteurs dans cette société et ceux dont le faire est approprié par d'autres deviennent invisibles, sans voix, sans visage. Le pouvoir-action n'est plus inscrit dans un flux social, il existe sous la forme d'un pouvoir individuel. Pour la majorité de la société, le pouvoir-action est transformé en son contraire, l'impuissance, ou le seul pouvoir de faire ce qui est décidé par d'autres. Pour les puissants, le pouvoir-action se transforme en pouvoir-domination, le pouvoir de dire à autrui ce qu'il doit faire, dans une relation de dépendance vis-à-vis du faire d'autrui.

Dans la société actuelle, le pouvoir-action existe sous sa forme de sa propre négation, le pouvoir-domination. Le pouvoir-action existe sous la forme où il est nié. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe plus. Il existe, mais il existe comme négation, dans une tension antagonique avec sa propre forme d'existence comme pouvoir-domination.

6. La rupture du faire est la rupture de chacune des modalités de la société, chacune des modalités de nous-mêmes

C'est la séparation du faire et des acteurs du produit de l'action qui conduit les personnes à ne pas se considérer mutuellement comme des acteurs, mais comme des propriétaires (ou des non-propriétaires) du produit (conçu dès lors comme un objet séparé du faire). Les rapports entre personnes existent comme rapports entre choses et les personnes existent, non pas comme acteurs, mais comme porteurs passifs des choses. Cette séparation des acteurs du faire - et de ce fait, d'eux-mêmes - est traitée dans les ouvrages en des termes étroitement associés : l'aliénation (le jeune Marx), le fétichisme (le vieux Marx), la réification (Lukács), la discipline (Foucault) ou l'identification (Adorno). Chacun de ces termes traduit clairement que le pouvoir-action ne peut pas être compris comme quelque chose qui nous serait extérieur, et qu'il imprègne tout au contraire chaque modalité de notre existence. Tous ces termes se réfèrent à

une ossification de la vie. Un endiguement du flux social du faire, un rétrécissement des possibles.

Le faire est transformé en être : telle est l'essence du pouvoir-domination. Alors que le faire signifie que nous sommes et que nous ne sommes pas, la rupture du faire annihile le " nous ne sommes pas ". Il ne nous reste que le " nous sommes ". Le " nous ne sommes pas " est oublié ou renvoyé au rang de pure utopie. Il n'existe plus comme possible. Le temps s'homogénéise. L'avenir est maintenant le prolongement du présent ; le passé, l'antécédent du présent. Tout faire, tout mouvement est inscrit dans le prolongement de ce qui est. Ce peut être merveilleux de rêver à un monde digne de l'humanité mais ce n'est rien d'autre qu'un rêve. L'état du pouvoir-domination c'est l'état du " les choses sont comme ça ", l'état d'identité.

7. Nous participons à la rupture de notre propre faire, à la construction de notre propre subordination

Comme acteurs séparés de notre propre faire, nous reproduisons notre propre subordination. Comme travailleurs, nous produisons le capital qui nous domine. Comme enseignants universitaires, nous jouons un rôle actif dans la perception de la société comme identité, dans la transformation du faire en être. Quand nous définissons, classifions, quantifions, quand nous affirmons que l'objet des sciences sociales est de saisir la société telle qu'elle est ou quand, encore, nous prétendons étudier la société objectivement - comme s'il s'agissait d'un objet qui nous serait extérieur - nous participons activement à la négation du faire, à la séparation du sujet de l'objet, au divorce entre acteur et produit.

8. Il n'y a aucune symétrie entre le pouvoir-action et le pouvoir-domination

Le pouvoir-domination est la rupture et la négation du faire. C'est la négation active et répétée du flux social du faire, du nous qui nous constituons à travers le faire social. Penser que la conquête du pouvoir-domination peut conduire à l'émancipation de ce qu'il nie est absurde. Le pouvoir-action est social. C'est la constitution du nous, la pratique de la reconnaissance mutuelle de la dignité.

Le mouvement du pouvoir-action contre le pouvoir-domination ne doit pas se concevoir comme contre-pouvoir (terme qui suggère une symétrie entre pouvoir et contre-pouvoir) mais comme un anti-pouvoir (terme qui, pour moi, suggère une asymétrie totale entre le pouvoir et notre lutte).

9. Le pouvoir-domination semble nous pénétrer si profondément que la seule solution possible passerait par l'intervention d'une force extérieure. Mais ce n'est en rien une solution

Il est facile de tirer des conclusions très pessimistes sur la société actuelle. Les injustices et la violence et l'exploitation hurlent à nos oreilles, mais il semble pourtant qu'il n'y ait pas d'issue possible. Le pouvoir-domination semble pénétrer chaque aspect de nos existences si profondément qu'il est difficile d'imaginer l'existence de " masses révolutionnaires ". Dans le passé, la profonde pénétration de la domination capitaliste a conduit beaucoup à voir la solution en termes de direction d'un parti d'avant-garde, mais il s'est avéré que ce n'était en rien une solution et que cela revenait au simple remplacement d'une forme de pouvoir-domination par une autre.

Le plus facile est d'opter pour une désillusion pessimiste. Le cri initial de rage face aux horreurs du capitalisme ne nous quitte pas mais nous apprenons à vivre avec lui. Nous ne devenons pas des zélés du capitalisme mais nous reconnaissons que nous ne pouvons rien faire. La désillusion conduit à tomber dans l'identification, à accepter que ce qui est est. A participer donc à la séparation du faire et du produit.

10. La seule façon de rompre le cercle apparemment vicieux du pouvoir est de voir que la transformation du pouvoir-action en pouvoir-domination est un processus qui implique nécessairement l'existence de son contraire : la fétichisation implique l'anti-fétichisation

Le plus souvent, l'aliénation (fétichisme, réification, discipline, identification, etc.) est considérée comme s'il s'agissait d'un état consommé. Il est question des formes capitalistes des rapports sociaux comme si elles avaient été déterminées dès l'aube du capitalisme pour perdurer jusqu'à ce que le capitalisme soit remplacé par un autre mode de production. En d'autres termes, on distingue constitution et existence : on situe la constitution du capitalisme dans un passé historique et on assume que son existence présente est stable. Un tel point de vue nourrit forcément le pessimisme.

Si nous voyons au contraire dans la séparation du faire et du produit quelque chose qui n'est pas achevé mais bien un processus, le monde commence à s'ouvrir. Le fait même que nous parlions d'aliénation signifie que l'aliénation ne peut pas être absolue. Si séparation, aliénation, etc., se comprennent comme un processus, alors cela suppose que leur évolution n'est pas prédéterminée, que la transformation du pouvoir-action en pouvoir-domination est une question ouverte, jamais tranchée. Qui dit processus dit mouvement en devenir, et ce qui est en processus (l'aliénation) à la fois est et n'est pas. L'aliénation est donc un mouvement qui s'oppose à sa propre négation, l'anti-aliénation. L'existence du pouvoir-domination implique l'existence de l'anti-pouvoir-domination ou, autrement dit, le mouvement d'émancipation du pouvoir-action.

Ce qui existe sous la forme de sa négation, ce qui existe sous la modalité d'être nié existe réellement, au-delà de sa négation, comme négation du processus de négation. Le capitalisme est fondé sur la négation du pouvoir-action, de l'humanité, de la créativité, de la dignité : pourtant, tout cela est bien réel. Les zapatistes en sont la preuve, la dignité existe au-delà de sa négation. Elle n'existe pas séparément mais sous la seule forme qu'elle peut prendre dans notre société, celle de la lutte contre sa propre négation. Tout comme existe le pouvoir-action, non pas comme un îlot perdu dans un océan de pouvoir-domination, mais sous la seule forme où il peut exister, celle de la lutte contre sa propre négation. La liberté, également, existe non pas telle que la représentent les libéraux, quelque chose qui serait au-delà des antagonismes sociaux, mais sous la seule forme qu'elle puisse prendre dans une société caractérisée par des rapports de domination, celle de la lutte contre cette domination.

C'est de l'existence réelle et matérielle de ce qui existe sous la forme de sa propre négation que naît l'espérance.

11. La possibilité de changer radicalement la société dépend de la force matérielle de ce qui existe sous la forme de sa négation

La force matérielle de la négation se manifeste sous différentes formes. On la voit d'abord dans les luttes innombrables qui ne se proposent pas de conquérir le pouvoir sur autrui, mais simplement d'affirmer notre pouvoir-action, notre résistance contre la domination d'autrui. Ces luttes prennent des formes très différentes, de la rébellion ouverte aux luttes pour conquérir ou défendre le contrôle sur le processus de travail ou l'accès à l'éducation ou aux services de santé, ou encore celles pour l'affirmation de la dignité, plus parcellaires, souvent réduites au silence du foyer. La lutte pour la dignité - pour ce que nie la société actuelle - prend aussi souvent des formes qui ne sont pas ouvertement politiques : dans la littérature, dans la musique, dans les contes de fée. La lutte contre l'inhumanité est omniprésente, dans la mesure où elle est inhérente à notre existence en tant qu'êtres humains. On voit aussi la force de la négation dans la dépendance du pouvoir-domination vis-à-vis de ce qu'il nie. Ceux dont le pouvoir-action existe comme capacité à dire à autrui ce qu'il doit faire, dépendent toujours, pour leur existence, du faire des autres. Toute l'histoire de la domination peut être vue comme la lutte menée par les puissants pour s'affranchir de cette dépendance relativement aux dominés. C'est ainsi qu'on peut lire la transition du féodalisme au capitalisme, pas seulement comme la lutte des serfs pour s'affranchir des seigneurs, mais aussi comme la lutte des seigneurs pour s'affranchir des serfs en transformant leur pouvoir en argent et donc en capital. On peut voir encore cette même quête d'affranchissement vis-à-vis des travailleurs dans l'introduction du machinisme, dans la conversion massive du capital productif en capital argent qui joue un rôle si éminent dans le capitalisme contemporain.

Quoi qu'il en soit, la fuite des puissants face aux acteurs est vaine. Le pouvoir-domination ne peut pas être autre chose que la métamorphose du pouvoir-action. Les puissants ne peuvent en aucun cas s'émanciper de leur dépendance vis-à-vis des dominés.

Enfin, cette dépendance se traduit dans l'instabilité des puissants, dans la crise tendancielle du capital. La fuite du capital face au travail- le remplacement des travailleurs par des machines ou sa conversion en capital argent-place le capital face à sa dépendance ultime vis-à-vis du travail (autrement dit, sa capacité à transformer le faire de l'homme en travail abstrait, producteur de valeur) sous la forme de la chute du taux de profit. Ce qui se manifeste dans la crise, c'est la force de ce que nie le capital, à savoir le pouvoir-action non subordonné.

12. La révolution est urgente mais incertaine ; elle est une question sans réponse

Les théories marxistes orthodoxes ont voulu fonder la certitude dans la révolution, en faisant valoir que le développement historique conduit inévitablement à une société communiste. Cette tentative était profondément erronée : aucune certitude ne peut s'inscrire dans la création d'une société qui s'auto-détermine. La certitude ne peut se trouver que dans le camp de la domination.

La certitude se trouve dans l'homogénéisation du temps, dans la congélation du faire en être. L'autodétermination est par essence incertaine. La mort des vieilles certitudes est une libération.

De même, la révolution ne peut pas se comprendre comme une réponse, mais seulement comme une question, comme une recherche de l'accomplissement de la dignité. Preguntando caminamos : de question en question nous nous frayons un chemin.

## Références

- \* T. W. Adorno : La Dialectique négative
- \* Ernst Bloch : Le Principe Espérance
- \* Michel Foucault : Surveiller et Punir
- \* John Holloway : “Teoría volcánica”, Bajô el Volcan, p. 119-134
- \* Georg Lukács : Histoire et Conscience de classe
- \* Karl Marx : Manuscrits économique-philosophiques de 1844
- \* Karl Marx : Le Capital

## John HOLLOWAY

*\* Paru dans la revue ContreTemps, numéro six, février 2003. Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes.*

## Peut-on changer le monde sans prendre le pouvoir ?

Par John Holloway, le 6 avril 2005

Can We Change The World Without Taking Power ? Traduction par [Blackjack](#) sur le site *l'En Dehors*.

J'ignore la réponse à cette question. Peut-être pouvons-nous changer le monde sans prendre le pouvoir. Peut-être pas. Le point de départ – pour chacun d'entre nous je pense – est l'incertitude, le fait de ne pas savoir, la recherche collective d'une piste pour avancer.

Nous recherchons cette piste car il devient de plus en plus clair que le capitalisme est une catastrophe pour l'humanité. Un changement radical dans l'organisation de la société, c'est-à-dire une révolution, est plus urgent que jamais. Elle ne pourra qu'être mondiale si elle doit servir à quelque chose.

Il est cependant peu probable qu'elle puisse intervenir d'un seul coup. Cela signifie que nous pouvons uniquement concevoir la révolution comme interstitielle, comme une révolution qui occuperait les interstices du capitalisme, qui occuperait des espaces dans le monde alors que le capitalisme existe encore. La question est de savoir comment nous concevons ces interstices : s'agirait-il d'Etats ou d'autres types d'espaces ?

Cette réflexion doit être menée depuis là où nous en sommes, en partant des nombreuses rébellions et insubordinations qui nous ont menés à Porto Alegre. Le monde est plein de ces rébellions, d'individus disant NON au capitalisme : Non nous ne vivons pas nos vies selon les diktats du capitalisme, nous ferons ce que nous jugeons nécessaire ou désirable et non ce que le capital nous intime de faire. Par moment nous considérons le capitalisme comme un système global de domination et oublions que ces rébellions existent partout. Il arrive qu'elles soient si petites que même les individus qu'elles impliquent ne les perçoivent pas comme des refus, mais il arrive également qu'il s'agisse de projets collectifs recherchant une voie alternative.

Ces refus peuvent être vus comme des fissures, des trous dans le système de domination capitaliste. Le capitalisme n'est pas (au moins au départ) un système économique, mais un système de commandement. Les capitalistes, au moyen de l'argent, nous commandent, nous disent quoi faire. Refuser d'obéir revient à briser le contrôle du capital. La question pour nous est alors de savoir comment nous multiplions et donnons de l'ampleur à ces refus, à ces ruptures dans la texture de la domination.

Deux approches sont envisageables :

Selon la première, ces mouvements, ces nombreuses insubordinations, manquent de maturité et d'effectivité faute de concentration, de canalisation vers un but. Pour qu'ils soient efficaces, ils doivent s'orienter vers la conquête du pouvoir étatique – que ce soit au travers des élections ou du renversement de l'Etat existant pour y substituer un nouvel Etat, révolutionnaire. La forme organisationnelle permettant de canaliser ces insubordinations vers pareil objectif est le parti.

La question de la prise du pouvoir étatique est moins une question d'intentions futures que d'organisation présente. Comment devrions nous aujourd'hui nous organiser ? Devrions-nous joindre un parti, une forme organisationnelle qui concentre nos mécontentements vers la conquête du pouvoir étatique ? Ou devons-nous plutôt nous organiser autrement ?

La seconde manière d'envisager l'expansion et la multiplication des insubordinations consiste à dire « Non, elles ne doivent pas être harnachées ensemble pour former un parti, elles doivent fleurir librement et aller dans la direction où la lutte les porte ». Cela ne signifie pas qu'il ne doit exister aucune coordination, mais il s'agirait d'une coordination bien plus lâche. Par-dessus tout, le principal point de référence n'est pas l'Etat mais la société que nous souhaitons créer.

Le principal argument contre la première de ces conceptions est qu'elle s'oriente dans la mauvaise direction. L'Etat n'est pas une chose, pas un objet neutre : c'est une forme de relations sociales, une forme d'organisation, une manière de faire les choses qui a été développée sur de nombreux siècles afin de maintenir ou de développer le règne du capital. Si nous concentrons nos combats contre ce dernier, ou si nous tenons l'Etat comme notre principal point de référence, il nous faut comprendre que l'Etat parvient à nous orienter dans une certaine direction. Par-dessus tout, il cherche à nous imposer la séparation de nos combats vis-à-vis de la société, à convertir notre combat en un combat mené au nom de quelque chose. Il sépare les leaders des masses, les représentants des représentés ; il nous mène à une manière différente de parler, de réfléchir. Il nous happe dans un processus de réconciliation avec la réalité, et avec le fait que la réalité est la réalité du capitalisme, une forme d'organisation sociale basée sur l'exploitation et l'injustice, sur le meurtre et la destruction. Il nous attire également dans une définition spatiale de la manière dont nous faisons les choses, dans une définition spatiale qui opère une nette distinction entre le territoire de l'Etat et le monde extérieur, et une nette distinction entre les citoyens et les étrangers. Il nous attire dans une définition spatiale de la lutte qui ne peut ainsi espérer tenir tête au mouvement global du capital.

Il est une question clé dans l'histoire de la gauche étatiste, c'est celui de la trahison. De tous temps les leaders ont trahis le mouvement, et non nécessairement du fait d'une mauvaise nature, mais simplement parce que l'Etat comme forme d'organisation sépare les leaders du mouvement et les happe dans un processus de réconciliation avec le capital. La trahison est une donnée de départ avec l'Etat comme forme d'organisation.

Pouvons-nous résister à cette réalité ? Bien sûr, nous le pouvons, et c'est même quelque chose qui se produit tout le temps. Nous pouvons refuser de laisser l'Etat identifier les meneurs ou les représentants permanents du mouvement, nous pouvons refuser de laisser des délégués négocier en secret avec les représentants de l'Etat. Mais cela suppose de comprendre que nos formes d'organisation sont très différentes de celles de l'Etat, qu'il n'existe aucune symétrie entre elles. L'Etat est une organisation où l'on agit pour le compte de, alors que ce que nous voulons est une organisation reposant sur l'autodétermination, une forme d'organisation qui nous autorise à articuler ce que nous voulons, ce que nous décidons, ce que nous considérons nécessaire ou désirable. Ce que nous voulons, en d'autres mots, est une forme d'organisation qui n'ait pas l'Etat comme principal point de référence.

L'argument contre le positionnement vis-à-vis de l'Etat est clair, mais qu'en est-il de l'autre conception ? L'approche orientée vers l'Etat peut être présentée comme une approche en deux temps du développement de la lutte. La lutte est ainsi conçue comme ayant un pivot central, la prise du pouvoir étatique. D'abord nous concentrons tous nos efforts sur la conquête de l'Etat, nous nous organisons à cette fin, puis, une fois notre objectif atteint, nous pouvons envisager d'autres formes d'organisation, nous pouvons réfléchir à révolutionner la société. Nous suivons une première direction afin de pouvoir en prendre une autre ensuite : le problème est que la dynamique mise en place durant la première phase est difficile voire impossible à démanteler dans le second temps.

L'autre concept se concentre directement sur le type de société que nous souhaitons créer, sans passer par l'intermédiaire de l'Etat. Il n'y a là aucun pivot : l'organisation est directement préfiguratrice, directement en lien avec les relations sociales que nous voulons créer. Où le premier concept voit une transformation radicale de la société comme développement de la prise du pouvoir, le second insiste sur le fait que le mouvement doit débuter maintenant. La révolution, non pas le temps venu, mais ici et maintenant.

Cette approche correspond au chemin vers l'autodétermination. L'autodétermination ne peut exister dans une société capitaliste. Ce qui peut et doit exister, c'est le chemin vers l'autodétermination sociale : la mobilisation contre la détermination de l'extérieur, contre la détermination imposée par l'autre. Une telle mobilisation est nécessairement expérimentale, mais trois choses sont claires :

a/ Ce chemin passe nécessairement par le fait de s'opposer à ce que les autres décident à



notre place. Il s'agit donc d'un mouvement contre la démocratie représentative et en faveur de la création d'une forme de démocratie directe.

b/ Ce chemin est incompatible avec l'Etat, qui est une forme d'organisation qui décide en notre nom et qui nous exclut de ce fait.

c/ Cette démarche est dénuée de sens si elle ne place pas en son cœur l'autodétermination de notre travail, de notre activité. Elle est nécessairement dirigée contre l'organisation capitaliste du travail. Nous parlons donc, non pas seulement de démocratie, mais de communisme, non pas de rébellion, mais de révolution.

Je me concentre pour ma part sur cette seconde conception de la révolution. Le fait que nous rejetions la conception stato-centrée ne signifie à l'évidence pas que l'autre approche soit exempte de toute difficulté. J'en identifie trois principales, dont aucune n'est à mes yeux susceptible de remettre en cause mes conclusions.

La première difficulté concerne le moyen de composer avec la répression étatique. Je ne pense pas que la réponse consiste à nous armer afin de défaire l'Etat au terme d'une confrontation ouverte : nous aurions peu de chances de l'emporter, et cela supposerait en tout état de cause de reproduire les relations sociales autoritaires contre lesquelles nous combattons. Je ne pense pas davantage que la solution consiste à prendre le contrôle de l'Etat afin de contrôler l'armée et les forces de police : l'utilisation de l'armée et de la police au nom du peuple est à l'évidence contradictoire des combats de ceux qui souhaitent que personne ne décide à leur place. Nous n'avons donc d'autre choix que d'identifier de nouvelles manières de dissuader l'Etat d'exercer la violence contre nous : cela pourrait supposer un certain degré de résistance armée (comme dans le cas des zapatistes), mais cela supposerait surtout une forte intégration de la rébellion au sein de la communauté.

La seconde question délicate concerne notre capacité à développer des activités alternatives (des activités productives alternatives) au sein du capitalisme, et notre capacité à créer une articulation sociale entre les activités autre que la valeur. De nombreuses expérimentations ont été menées en ce sens (les fabricas recuperadas, usines rouvertes par les travailleurs en Argentine, par exemple) et les possibilités dépendront à l'évidence de l'ampleur du mouvement lui-même, mais il s'agit là d'une difficulté majeure. Comment concevoir une organisation de la production et de la distribution qui soit ascendante, qui parte des révoltes interstitielles, plutôt que d'un corps de planification centralisé ?

La troisième difficulté a trait à l'organisation de l'autodétermination sociale. Comment organiser un système de démocratie directe à une échelle qui dépasse le niveau local dans une société complexe ? La réponse classique réside en la formation de conseils reliés entre eux par un conseil des conseils auquel chaque conseil mandaterait des délégués immédiatement révocables. Cette proposition paraît cohérente, mais il est clair que, même au sein de petits groupes, le fonctionnement de la démocratie est toujours problématique, de telle sorte que la seule manière de concevoir la démocratie directe est de l'assimiler à un processus permanent d'expérimentation et d'auto éducation.

Pouvons-nous changer le monde sans prendre le pouvoir ? La seule manière de le savoir est de le faire.

Par John Holloway, le 6 avril 2005

Traduction par Blackjack d'un texte publié en anglais sur cette page :  
<http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?ItemID=7588>

## **Conférence de John Holloway prononcée lors du 1er Forum Social Nordestino**

Lu sur A-infos : « Notre pouvoir-puissance est le pouvoir de faire, de créer, notre pouvoir est celui de la sociabilité. Leur pouvoir à eux est le pouvoir de séparer, d'individualiser, leur pouvoir est celui de ce qui est. »

### **I. Que faire de la désillusion ? Que faire quand la démocratie ne marche pas ?**

Le Brésil est un endroit spécial pour formuler cette question. Il y a à peine deux ans la gauche mondiale a fêté le triomphe électoral de Lula. Enfin il y a eu au Brésil une grande victoire pour la démocratie, une réelle victoire pour la gauche. Et ce n'était pas n'importe quelle gauche, mais un parti de militance éprouvé avec un leader ouvrier de militance également éprouvé. Enfin, tout le monde a pu constater qu'il était possible de changer la société à travers des élections démocratiques. Et aujourd'hui ? Deux ans plus tard, la désillusion totale.

L'élection de Lula n'a pas changé le Brésil, le gouvernement continue à mettre en pratique les mêmes politiques, les politiques du capitalisme néolibéral.

Qu'est qu'ils vont faire de la désillusion ? Choisir un autre leader et attendre qu'il soit mieux que Lula ? Créer un autre parti et souhaiter qu'il soit mieux que le PT ? Voilà ce qu'il y a de terrible dans les gouvernements de gauche: quand ils échouent (et ils échouent toujours) il semble qu'il n'y a aucune solution et la dépression s'installe.

L'échec de Lula n'est pas simplement un phénomène brésilien. Il est la répétition au Brésil d'une expérience mondiale. Il existe un mot dont le sens apparaît continûment au fil de l'histoire de la gauche centro-étatique partout dans le monde : "trahison". Le fait que la trahison soit répétée si souvent fait que le concept même de trahison est ridicule. L'échec de la gauche ne peut pas être simplement une affaire de trahison, il ne s'agit ni de la faute d'un leader, ni de celle d'un parti: la question garde un rapport avec les structure mêmes.

Le fait que l'échec ne soit pas tout simplement une expérience brésilienne signifie que nous devons aller au-delà d'une critique de Lula ou du PT.

### **II. Le problème n'est ni chez Lula ni chez le PT, mais dans la démocratie représentative.**

La démocratie représentative n'est pas notre démocratie, elle est leur démocratie, la démocratie du capital.

Cette démocratie n'articule pas notre pouvoir-puissance. Elle articule leur pouvoir, le pouvoir du capital, le pouvoir des puissants. Notre pouvoir n'est pas le même que le leur. Loin de là. Notre pouvoir est le pouvoir-faire, le pouvoir créatif. Notre pouvoir-faire est le pouvoir de produire et reproduire la vie, mais aussi le pouvoir de faire les choses d'une autre manière, le pouvoir de changer le monde.

Voilà le pouvoir que nous sentons dans un événement de changement : une confiance collective dans le fait que nous pouvons faire les choses autrement.

Notre pouvoir est un pouvoir collectif, un pouvoir social. Le faire est le centre de notre pouvoir, et il est impossible d'imaginer une manière de faire qui ne soit pas sociale, une

manière de faire qui ne soit pas dépendante des manières de faire des autres dans le passé ou dans le présent. Notre faire est toujours une partie du flux social du faire.

Le développement de notre pouvoir implique toujours la reconnaissance implicite de la socialité du faire, autrement dit, il implique un mouvement vers la réunion, vers l'affirmation d'une subjectivité sociale, d'un Nous créatif.

Le pouvoir des puissants est tout à fait le contraire. Derrière ses armes et ses bombes il y a un mouvement de séparation, de fragmentation. Le capital est un mouvement de séparation qui fragmente la socialité du faire. Le capital prend ce que les faiseurs ont fait et dit :

"Ça c'est à moi !". Le capitaliste casse le faire. Il sépare ce qui a été fait du faire et des faiseurs. Ensuite tout se casse, chaque aspect de la vie, surtout en nous-mêmes. Nous sommes cassés en tant que sujets sociaux, morcelés en millions d'individus atomisés. Le capital est la rupture du faire social, et quand le faire se casse, l'être s'impose : ce qui est, domine.

Nous regardons les horreurs du monde, les enfants qui meurent, la pauvreté et l'injustice, les bombes qui tombent, et nous crions : NON! Ce n'est pas possible, cela ne peut pas être.

Nous devons changer le monde, nous devons faire un autre monde. Et ils rigolent : "Vous n'êtes qu'un groupe d'individus. Vous ne pouvez pas changer le monde parce que le monde est comme ça, les choses sont comme ça".

Evidemment ils se trompent. Ce qui est, est seulement parce que nous l'avons fait et parce que nous continuons à le faire. Ce qui est dépend de notre faire. Le capital dépend de nous. Le capital paraît stable et éternel, mais il ne l'est pas. Il existe seulement parce que nous l'avons créé, non pas il y a deux cents ans, mais aujourd'hui, nous sommes en train de le créer aujourd'hui. Le problème n'est pas d'abolir le capitalisme, mais d'arrêter de le créer. Le conflit entre notre pouvoir et leur pouvoir (notre pouvoir-faire et leur pouvoir-répression) n'est pas simplement un conflit entre le pouvoir d'en bas et le pouvoir d'en haut.

Notre pouvoir est le pouvoir du faire, de créer, le pouvoir de la sociabilité. Leur pouvoir est le pouvoir de séparer, d'individualiser, le pouvoir de ce qui est. Notre pouvoir dissout, leur pouvoir fixe.

Il s'agit de deux mouvements très différents, deux logiques distinctes, deux langages distincts, de formes distinctes d'organisation. Il est important de reconnaître ceci, parce qu'ils (les puissants, les capitalistes) essaient toujours de nous mener vers leur logique, leur langage, leur forme de faire et de penser. Ils le font de plusieurs manières, et l'une des manières les plus importantes est à travers la démocratie, en nous invitant à jouer leur jeu de la démocratie.

### **III. Notre démocratie n'est pas comme la démocratie des puissants. Tout au contraire.**

De la même manière qu'il y a deux types de pouvoir, il y a aussi deux types de démocratie : la leur, la démocratie des puissants et la notre, la démocratie de la résistance.

La représentation est le principe de leur démocratie : "Laisse quelqu'un prendre ta place !" Nous participons dans les décisions de l'État, disent-ils, en choisissant nos représentants. Il n'y a pas d'autre manière, disent-ils, parce que les États modernes ne sont pas comme les polis grecques : il est impossible d'inclure cinquante ou cent millions de personnes dans une assemblée. En conséquence, disent-ils, dans les sociétés modernes, la démocratie peut fonctionner seulement à travers l'élection de représentants.

Pour cela, disent-ils, dans les sociétés modernes, la démocratie signifie représentation. Avec les élections nous choisissons librement celui qui va parler pour nous, celui qui va nous représenter au parlement et qui formera le gouvernement. S'ils ne nous plaisent pas, nous pouvons les changer après trois ou quatre ans. En votant, nous participons au gouvernement du pays. La représentation signifie démocratie et la démocratie est bonne, disent-ils.

Mais alors, pourquoi est-ce un désastre ? Pourquoi ça ne marche pas ? Pourquoi sentons-nous que nous sommes exclus ? Pourquoi sous Bush et Blair, la démocratie est-elle devenue une arme de destruction massive ? Pourquoi ne se passe-t-il rien quand les gens élisent Lula pour changer la société ?

C'est parce que la représentation nous exclut au lieu de nous inclure. Avec les élections nous choisissons quelqu'un qui parle pour nous, quelqu'un qui prend notre place. Nous nous excluons nous-mêmes.

Nous créons une séparation entre ceux qui représentent et nous, les représentés, et nous congelons cette séparation dans le temps en lui donnant une durée, en nous excluant nous-mêmes en tant que sujets jusqu'à la prochaine opportunité que nous aurons pour renouveler la séparation dans les prochaines élections.

C'est ainsi qu'est créé un monde de la politique séparé de la vie quotidienne de la société, un monde de la politique peuplé par une caste distincte de gens qui parlent leur propre langage et qui ont leur propre logique, la logique du pouvoir.

Cela ne veut pas dire que ces gens soient complètement séparés de la société et de ses antagonismes. Ils doivent se soucier de la prochaine élection, des enquêtes et des groupes de pression organisés, mais ils voient et écoutent seulement ce qui est traduit à leur monde, dans leur langage, dans leur logique. En même temps, un monde parallèle se crée. Un monde théorique, académique, qui reflète cette séparation entre politique et société, le monde de la science politique et du journalisme politique qui nous apprennent le langage et la logique singuliers des politiques et nous aident à voir le monde à travers leurs yeux aveugles. La représentation fait partie du processus général de séparation qui constitue le capitalisme. Il est complètement faux de penser que le gouvernement représentatif constitue un défi ou un défi potentiel au capital.

La démocratie représentative ne s'oppose pas au capitalisme : elle est plutôt une extension du capital, elle projette le principe de la domination capitaliste (c'est-à-dire, la séparation) à l'intérieur de notre opposition au capital.

La représentation consolide l'atomisation des individus (et la fétichisation du temps et de l'espace) que le capital impose. La représentation sépare les représentants des représentés, les leaders des masses, et impose des structures hiérarchiques. La gauche accuse toujours les leaders et les représentants de trahison, alors qu'il n'y a aucune trahison, la trahison n'est pas un acte qui a lieu entre les leaders, elle est partie intégrante du processus de représentation. Nous nous trahissons nous-mêmes quand nous disons à quelqu'un : « Prends ma place, parle pour moi ». L'élection est trahison.

#### **IV. "Ça suffit la représentation ! Ça suffit les représentants ! Qu'ils s'en aillent tous !"**

Le cri des Argentins est un cri contre tous les hommes politiques, contre tous ceux qui veulent nous représenter, qui veulent prendre notre place. "Qu'ils s'en aillent tous !" est un cri qui résonne dans le monde entier parce que partout dans le monde les gens en ont marre des hommes politiques professionnels, de ces gens misérables qui prennent notre place, qui nous représentent.

Il ne s'agit pas d'un cri contre la démocratie, mais pour un autre type de démocratie, une démocratie sans représentants, une démocratie qui ne nous exclue pas, une démocratie qui soit nôtre. Nous sommes en train de réinventer la démocratie. Nous devons commencer une autre fois depuis le début, et dans le commencement il y a le cri, le cri qui dit NON à la société telle qu'elle existe, le cri qui dit NON au capitalisme.

Le cri est si évident au Brésil, comme il l'est au Mexique: un cri qui dit NON à ce contraste terrible entre une potentialité humaine si exubérante et une misère horripilante. La seule manière dans laquelle nous pourrions vivre comme êtres humains est en disant NON, en criant NON. Mais le NON comporte un Oui, un projet, une projection d'un autre monde.

Crier NON à ce monde c'est dire qu'un autre monde est possible. Un autre monde est possible parce que nous pouvons le faire différent. Nous pouvons le faire différent si nous arrivons à déterminer notre propre faire. Le cri de NON et le projet d'un autre monde qu'il comporte, implique une impulsion vers l'autodétermination. "NON, vous n'allez pas décider pour nous, nous mêmes déciderons". Réinventer la démocratie signifie articuler cette impulsion vers l'autodétermination.

L'impulsion vers l'autodétermination n'est pas l'autodétermination : il ne peut y avoir autodétermination dans une société capitaliste, simplement parce que le capitalisme est fondé dans la négation de l'autodétermination. L'impulsion vers l'autodétermination est un mouvement fondé dans la négation, dans le NON. Nous n'avons pas autodétermination, ce que nous avons est un NON à la détermination extérieure et l'impulsion vers l'autodétermination. Nous commençons à partir du NON et nous allons vers l'extérieur. En d'autres mots, nous commençons depuis les fissures, les crevasses dans la domination capitaliste. Nous commençons à partir des NON, des négations, des insubordinations, des projections contre et au-delà de ce qui est, et qui existent partout. Le monde est plein de fissures de ce type, plein de négations. Partout dans le monde il y a des gens en train de dire, individuellement et collectivement « Non, nous n'allons pas faire ce que nous dit le capitalisme : nous allons modeler nos vies comme nous voulons ». Parfois ces fissures sont si petites que les rebelles mêmes ne sont pas conscients de leur propre rébellion, parfois elles sont grandes comme la Forêt Lacandona et au fur et à mesure que nous nous concentrons en elles, nous commençons à voir le monde non comme un système fermé de domination capitaliste total, mais comme un monde plein de fissures, de négations, de résistances, un monde fertilisé d'un autre monde. Chaque fissure est une impulsion vers cet autre monde, c'est-à-dire, une impulsion vers l'autodétermination. Notre lutte est pour étendre et multiplier, pour approfondir et encourager ces fissures. Nous parlons de révolution, mais la seule forme dans laquelle il est possible de concevoir la révolution maintenant, c'est en tant que révolution interstitielle. La réinvention de la démocratie est déjà en processus. Il s'agit d'un processus fragmenté mais universel et de racines profondes. Il

a ses racines dans la pratique quotidienne des gens. Normalement nous ne commandons pas les gens que nous aimons : nous discutons, nous cherchons un consensus, nous développons certaines formes collectives de prise de décision, des formes horizontales : ceci est la signification de l'amitié et de la camaraderie. Plusieurs des luttes actuelles dans le monde contre le capitalisme prennent comme principe basique d'organisation l'idée que le mouvement devrait être une extension des relations d'amitié et de camaraderie de ce type. Le but de base de l'organisation est d'étaler des formes collectives et horizontales de prendre les décisions. Là où une forme de délégation est nécessaire, il est important qu'il soit possible de révoquer la délégation immédiatement, qu'elle ait une courte durée, et dans la mesure du possible, qu'il y ait rotation des délégués.

La réinvention de la démocratie est, évidemment, une rénovation d'une longue tradition d'organisation dans la lutte anticapitaliste : il s'agit de la tradition de la démocratie conseilliste ou communiste ou assembléiste, qui se trouve discutée dans l'analyse de Marx de la Commune de Paris, la même que l'on peut trouver dans les soviets de la révolution russe, les conseils communautaires des zapatistes, les assemblées des quartiers en Argentine et dans plusieurs autres mouvements. Dire que la démocratie représentative n'est pas une forme d'organisation adéquate pour l'impulsion vers l'autodétermination ne signifie pas, évidemment, que la démocratie directe ou conseilliste n'est pas sans problèmes.

La distinction entre délégués et représentants est cruciale, mais dans la pratique elle sera toujours dépendante de la participation active des gens. Dans une petite communauté il y a aussi beaucoup de problèmes pratiques par rapport aux gens qui ne peuvent ou ne veulent pas participer activement dans le processus, le poids disproportionnel que prennent des gens plus actifs ou plus expérimentés, etcetera. Il est fort probable que ce genre de problèmes soit inévitable, dans la mesure où un système parfait de démocratie directe impliquerait la participation des personnes émancipées. Mais nous ne sommes pas (encore) émancipés. Nous sommes plutôt des handicapés en train de nous aider mutuellement à marcher, en tombant fréquemment.

Sans aucun doute, il y en a quelques uns qui peuvent marcher mieux que d'autres : dans ce sens l'existence d'une sorte d'avant-garde est probablement inévitable. La question est de savoir si ces handicapés-à-moitié doivent avancer en courant comme avant-garde en nous laissant, nous les autres au sol et en nous criant : "ne vous inquiétez pas, nous ferons la révolution et nous reviendrons pour vous" (mais nous savons qu'ils ne vont pas le faire), ou si, au contraire, nous essayons d'avancer au même pas, en aidant les plus lents.

Probablement on ne peut pas penser la démocratie directe comme modèle ou comme une série de règles, mais plutôt en tant qu'orientation, en tant que lutte incessante pour clarifier l'impulsion vers l'autodétermination sociale existant à l'intérieur de chacun d'entre nous tous. Il ne peut pas y avoir un modèle fixe, justement parce que l'impulsion vers l'autodétermination est le mouvement d'une question. Ce qui est important n'est pas le détail, mais le sens du mouvement : contre la séparation et la substitution, vers l'encouragement de la communauté de lutte, une communauté basée dans la reconnaissance mutuelle de la dignité humaine.

## **V. Que faire donc, avec notre désillusion ?**

Partout dans le monde il existe le même désenchantement, une crise de confiance dans l'État et dans la possibilité de faire des changements à travers la démocratie

représentative, une crise de confiance dans les partis politiques. La question pour nous est la manière dans laquelle nous réagissons à cette crise. Disons-nous "nous allons lutter pour un État juste avec une démocratie représentative légitime et nous allons fonder un nouveau parti politique honnête qui représente véritablement les intérêts de ses membres" ou disons-nous simplement "NON à l'État, non à la démocratie représentative, non aux partis politiques ?" La réponse est claire. Nous disons NON à l'État, non à la démocratie représentative, non aux partis politiques. Nous ne pouvons pas changer le monde ni à travers l'État, ni à travers la démocratie représentative, ni à travers les partis politiques.

Toutes ces formes d'organisation nous excluent, elles n'articulent pas l'impulsion vers l'autodétermination. Je ne dis pas que nous ne devrions jamais voter : probablement dans certaines circonstances le fait de voter aurait du sens. Mais il est clair que nous ne pouvons pas changer le monde à travers les élections. La crise de la démocratie et des partis n'est pas un problème, c'est une opportunité, une opportunité pour réinventer la démocratie et changer le monde.

### **John Holloway**

Cla-jadep - [ 17.12.2004 ]

Conférence prononcée lors du 1er Forum Social Nordestino (du 24 au 27 novembre à Recife, Brésil)

Traduction de Julieta Abrego revue par Sylvain Mordel.